

Déclaration du SNUipp-FSU à la CAPD du 31 janvier



Madame la Directrice Académique adjointe

Le SNUipp-FSU est porteur d'un projet de transformation de l'école qui permette la réussite de tous les élèves. Cela nécessite des changements au quotidien, des conditions de travail améliorées, une revalorisation des personnels et une reconnaissance de leur métier mais aussi une garantie de la continuité du service public d'éducation au quotidien. Or, la situation du remplacement ne peut qu'alerter fortement.

La période que nous vivons actuellement est extrêmement tendue. Le manque de remplaçants a des conséquences sur le quotidien des élèves, des parents et des enseignants. Cela perturbe l'organisation de toute l'école. Cela culpabilise les enseignants absents.

Nous avons organisé hier un stage syndical : aucun collègue n'était remplacé, certains ont annulé leur venue pour ne pas mettre l'équipe en difficulté. Cela n'est pas normal. La formation syndicale est un droit. Nous rappelons que tous les collègues pourraient aller à 12 journées de formation syndicale par an. Nous souhaiterions qu'un rappel de ces droits soit fait dans les circonscriptions. Pour le SNUipp-FSU, il n'est pas acceptable que les personnels voient leurs droits se réduire dans les faits faute de moyens suffisants.

Ces problèmes de remplacement ont aussi des conséquences inacceptables sur la formation initiale et continue.

Nous avons appris avec inquiétude une nouvelle modification du Plan de formation pour les professeurs des écoles stagiaires (PES) de Gironde.

C'est le troisième changement en trois mois.

Au mois de novembre 52 PES sont appelés du jour au lendemain pour aller faire classe faute de personnel suffisant, alors qu'ils étaient en stage chez des PEMF.

Ensuite, à la fin du mois de décembre alors que l'ensemble des PES devaient dès le mois de janvier faire un stage de formation didactique à l'ESPE (4 semaines), ils ont appris dans la même précipitation que finalement ils n'auraient plus que 2 semaines de formation à l'ESPE en février ou en mars et qu'ils seraient en observation chez des PEMF les 2 semaines restantes.

Aujourd'hui une quarantaine d'entre eux vient d'apprendre que faute de remplacement suffisant leur stage à l'ESPE est reporté à une date ultérieure.

Nous ne pouvons pas accepter que les stagiaires et leur formation soit la variable d'ajustement du manque de personnel.

Tous les stagiaires ont droit à une formation, la même pour tous, car plus que jamais enseigner est un métier qui s'apprend. La réussite de tous les élèves passe par une formation initiale de qualité.

Le SNUipp-FSU de la Gironde vous demande de garantir un plan de formation stable, définitif et équitable pour tous les stagiaires, les 4 semaines de formation didactique à l'ESPE pour tous les stagiaires, de vous engager afin que les stagiaires bénéficient en T1 et T2 de stages de formation continue de 6 semaines minimum.

Le ministère annonce le retour de la formation initiale. Nous souhaitons que ces annonces se concrétisent.

De même, la revalorisation du métier passe par une reconnaissance salariale. Or, tous les collègues ont vu sur leur paie de janvier une baisse de leur salaire net. Le pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader. Le SNUipp-FSU, avec les autres syndicats de la fonction publique, a interpellé le premier ministre pour demander l'ouverture de négociation afin de mettre fin à 4 années de gel des salaires et de revaloriser les salaires de tous les agents de la fonction publique.

La reconnaissance professionnelle passe aussi par une amélioration des conditions de travail. Cela nécessite de donner du temps aux équipes, de leur redonner confiance. Les annonces sur l'éducation prioritaire par exemple et du temps libéré pour certaines écoles vont dans le bon sens. Cela doit être l'occasion de donner la main aux équipes. Les enseignants présents hier au stage syndical du SNUipp-FSU ont d'ailleurs insisté au niveau du dispositif plus de maîtres que de classe sur l'importance que les projets soient construits en équipe et soutenus par la hiérarchie et non imposés depuis la circonscription. De même la liberté dans le choix des animations pédagogiques doit être laissée aux collègues. Nous rappelons que pour le SNUipp-FSU, les inspections doivent aussi être l'occasion d'une formation professionnelle et d'un regard bienveillant de la hiérarchie ce qui peut être en contradiction avec certains documents demandés parfois, trop lourds, et pas toujours pertinents en terme d'évaluation.

En cette période de trouble, où l'école fait l'actualité sur de faux débats autour de l'expérimentation ABCD égalité, nous notons positivement la lettre du ministère aux collègues et souhaitons que ce soutien affiché soit le même partout au quotidien.